

Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas
Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies

Débat conjoint de l'Assemblée générale

Rapport de la Commission de consolidation de la paix et
Rapport du Secrétaire général sur le Fonds pour la consolidation de la paix

New York, le 19 mars 2012

Statement by H.E. Ms. Sylvie Lucas
Ambassador, Permanent Representative to the United Nations

Joint debate of the General Assembly

Report of the Peacebuilding Commission
and Report of the Secretary-General on the Peacebuilding Fund

New York, March 19th, 2012

Monsieur le Président,

Il y a sept ans, la Commission de consolidation de la paix (CCP) n'existait pas encore. Pour paraphraser Voltaire, il a fallu l'inventer. Depuis sa création, l'activité pratique de la CCP a mené à un élargissement de notre compréhension du concept de consolidation de la paix, incluant de plus en plus de sujets en relation avec la stabilisation post-conflit, mais aussi la renégociation du contrat social et la création d'institutions qui constituent une démocratie fonctionnelle, permettant à ses citoyens de s'épanouir pleinement. Au-delà de la consolidation de la paix, la Commission s'intéresse à la consolidation de l'Etat et à la création, grâce à l'accompagnement de la CCP, de sociétés ouvertes. L'inclusion de la République de Guinée dans l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix a de même élargi l'horizon à des situations de transition autres que les transitions post-conflit.

Il y a voici un peu plus d'un an, j'ai accédé à la Présidence de la Formation Guinée de la Commission de consolidation de la paix, qui venait d'être créée sur demande du Gouvernement de la République de Guinée. Le pays n'émergeait pas d'un conflit armé, ni d'une catastrophe naturelle, et pourtant, tout était à reconstruire. Suite à plus de cinq décennies de régimes autoritaires, d'une corruption devenue institutionnalisée, d'une armée échappant au contrôle civil et qui avait pris l'habitude de se servir aux dépens de la population, les indicateurs de développement humain du pays étaient au plus bas. Ce qu'il fallait reconstruire en tout premier lieu était la confiance entre les citoyens et l'Etat, représenté trop longtemps par des forces de sécurité et de défense abusant de leur pouvoir.

Dans ce travail, qui ne saurait en aucun cas être couronné de succès sans une ferme volonté politique du Gouvernement pour s'approprier la tâche de consolidation de la paix et de l'Etat, la communauté internationale peut jouer un rôle d'accompagnement. Or, la volonté politique et l'appropriation par le Gouvernement du pays inscrit à l'ordre du jour de la CCP doivent aller de pair avec la volonté politique et l'appropriation des pays membres de la Formation : une fois qu'une Formation pays cesse d'être un simple forum d'échanges d'information sur la situation dans un pays donné et devient un véritable partenariat intergouvernemental prêt à mettre le poids politique combiné de ses membres au service de consolidation de la paix dans ce pays, la Commission remplit pleinement sa vocation. Elle peut alors identifier et promouvoir des synergies entre les activités bilatérales de ses Etats membres individuels et appuyer la coordination et la cohérence dans l'accompagnement du pays en question.

Monsieur le Président,

Je reviens d'une mission à Conakry, où, accompagnée de membres de la Formation, j'ai pu approfondir le travail sur la consolidation de la paix avec toutes les parties prenantes, gouvernementales, étatiques et non-étatiques. Cette visite s'inscrit dans le cadre du premier examen périodique de la Déclaration d'engagements mutuels, adoptée le 23 septembre dernier et qui contient un nombre considérable d'objectifs pour parachever la transition et permettre un développement durable du pays et une réconciliation entre l'Etat guinéen et ses citoyens. Dans ce sens, le Gouvernement et ses partenaires n'ont pas chômé au cours des six derniers mois, surtout au

niveau de la réforme du secteur de sécurité, l'une des trois priorités de la Formation : près de 4.000 militaires ont ainsi été mis à la retraite au 1^{er} janvier 2012. Le recensement biométrique de l'armée, sans lequel cette mise à la retraite initiale n'aurait pas été possible, et sans lequel la poursuite d'une réforme en profondeur des forces de sécurité ne peut se faire, a également été terminé.

Des élections législatives doivent avoir lieu en 2012. Ces élections sont perçues par de nombreux acteurs comme une importante opportunité, y compris pour faire progresser la réconciliation nationale, pour autant qu'elles soient libres, transparentes, crédibles au niveau politique et technique et, de ce fait, acceptables et acceptées par tous.

En Guinée, tout comme dans d'autres pays post-conflit, il ne peut pas y avoir de réconciliation sans faire la vérité sur le passé et rendre justice aux victimes. Et il ne peut pas y avoir de justice sans en finir, une fois pour toutes, avec l'impunité.

Monsieur le Président,

La consolidation de la paix en Guinée dépend autant de la gestion du passé que de la préparation de l'avenir. La troisième priorité de la Formation Guinée est celle de l'emploi des jeunes et des femmes. Il s'agit d'encourager la poursuite des efforts d'autonomisation politique, économique et sociale des femmes et de lutter contre toutes discriminations et violences dont elles font l'objet. Il s'agit aussi d'accompagner les efforts du gouvernement pour créer les conditions de stabilité propices à la création de nouveaux emplois de qualité, qui devraient réduire la pauvreté et les menaces à la paix sociale. Il s'agit enfin de tirer profit du potentiel énorme que représente la jeunesse guinéenne qui constitue plus de 60 % de la population, d'en faire un facteur de stabilité et de prospérité, et non pas un facteur d'instabilité et de tensions.

Voilà d'ailleurs un défi commun à la sous-région et aux quatre pays ouest-africains inscrits à l'agenda de la Commission de consolidation de la paix. Une réflexion et une approche régionales renforcées seraient opportunes à cet égard.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de conclure en quelques mots sur l'organisation des travaux de la CCP et le rôle des structures qui appuient la Commission. Le Bureau d'Appui à la consolidation de la paix (PBSO) d'abord - et j'aimerais saluer ici l'engagement et la qualité de ses collaborateurs - devrait se concentrer davantage sur ce qui peut être considéré comme son fonds de commerce, c'est-à-dire l'appui au Comité d'organisation et aux Formations spécifiques pays, et de manière plus générale aux pays post-conflit, plutôt que de chercher à s'arroger un rôle de recherche en matière de politiques ou un rôle normatif. Le Bureau n'est pas nécessairement outillé pour jouer de tels rôles dans de bonnes conditions. Dans la même logique, le Fonds de consolidation de la paix (FCP) devrait conserver sa nature catalytique et continuer de se concentrer sur les pays qui sont à l'ordre du jour de la CCP. Les engagements budgétaires à moyen terme dont le Fonds dispose ne lui permettent pas d'intervenir partout. S'il peut, selon les situations, être opportun de diversifier les interventions, notamment à travers le Mécanisme de financement des interventions rapides, il faut

toutefois veiller à éviter un saupoudrage excessif des quelque 100 millions de dollars par an dont dispose le Fonds. Le FCP pourrait toutefois utilement piloter des efforts visant à intégrer de manière renforcée une programmation sensible aux conflits et à la consolidation de la paix dans les cadres de coordination des efforts de développement, comme par exemple les documents stratégiques de réduction de la pauvreté. Cela irait aussi dans le sens des réflexions menées par les membres du g7+ et de leurs partenaires dans le cadre du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles.

Monsieur le Président,

Malgré certaines critiques justifiées dont elle peut faire l'objet, et malgré le fait qu'elle constitue une addition assez récente à la boîte à outils des Nations Unies dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, la Commission de consolidation de la paix a commencé à se tailler un rôle dans le paysage institutionnel onusien. Si la CCP parvient à favoriser le rôle moteur que doivent jouer les autorités et les sociétés civiles des pays inscrits à son ordre du jour, si tous les États membres de la CCP s'approprient ses activités et si elle peut compter sur la pleine coopération des organes principaux des Nations Unies et le plein appui en termes de ressources humaines de PBSO et sur les ressources financières catalytiques du FCP, la Commission de consolidation de la paix a sans aucun doute le potentiel de devenir un acteur incontournable au sein des Nations Unies et de favoriser l'établissement d'une paix durable dans les pays qui font appel à ses services.

Soyez assuré que le Luxembourg continuera d'appuyer les efforts de tous les partenaires visant à accroître l'impact concret de la Commission de consolidation de la paix.

Je vous remercie de votre attention.

Mr President,

Seven years ago, the Peacebuilding Commission (PBC) did not exist yet. To paraphrase Voltaire, it was necessary to invent it. Since its creation, the practice of the PBC has led to a deepening of our understanding of the concept of peacebuilding, including more and more issues in relation to post-conflict stabilisation, but also the renegotiation of the social contract and the creation of the institutions that compose a working democracy, allowing its citizens to reach their full potential. Beyond peacebuilding, the Commission also considers statebuilding, and the creation, thanks to the accompaniment by the PBC, of open societies. Including the Republic of Guinea on the Peacebuilding Commission's agenda has also widened the horizon to transitional situations other than post-conflict transition.

A little more than one year ago, I became Chairperson of the Guinea Configuration of the Peacebuilding Commission, which had just been created at the request of the Government of the Republic of Guinea. The country was emerging neither from armed conflict nor from a natural disaster, and yet, everything had to be rebuilt. Following more than five decades of authoritarian regimes, corruption that had become institutionalised, an army that was beyond civilian control and that had taken the habit to prey on the civilian population, the human development indicators of the country had hit rock bottom. What needed to be reconstructed first and foremost was the trust between the citizens and the State, represented for too long by security and defence forces that abused their powers.

While this task cannot succeed without strong political will of the Government in question to own the peace and statebuilding processes, the international community has a role to play in accompanying it. However, political will and ownership by the Government of the country on the PBC's agenda must go hand in hand with political will and ownership by the Member Countries of the Configuration: once a Country-specific Configuration is no longer a simple forum for exchanging information on the situation of a given country but becomes a true intergovernmental partnership, ready to throw the combined political weight of its members behind peacebuilding in that country, the Commission can fulfil its mission. It can then identify and promote synergies between the bilateral activities of its individual Member States and support coordination and coherence in the accompaniment of the country in question.

Mr President,

Last week, as I was visiting Conakry with a Delegation of members of the Configuration, I was able to deepen the work on peacebuilding together with all governmental, state and non-state actors. This visit is part of the first periodic review of the Statement of mutual commitments, adopted on 23rd September 2011, which contains a considerable number of objectives aiming to finalise the transition and allow for sustainable development of the country as well as reconciliation between the Guinean State and its citizens. In this sense, the Government and its partners have been busy over the course of these last six months, particularly in the reform of the security sector, one of the three priorities of the Configuration: approximately 4000 military personnel have retired on 1st January 2012. The biometric census of the army, without which this initial phase of retirement would not have been possible and

without which an in-depth reform of the security forces could not take place, has also been finished.

Legislative elections need to take place in 2012. Many actors see these elections as an important opportunity, including for advancing national reconciliation, provided that they are free, transparent, credible on the political and technical level, and thus acceptable and accepted by all.

In Guinea, as in other post-conflict countries, there can be no reconciliation without shining the light of truth on the past and bringing justice to all victims. And there can be no justice without ending impunity once and for all.

Mr President,

Peacebuilding in Guinea depends as much on managing the past as on preparing the future. The third priority of the Guinea Configuration is that of youth and women employment. It is necessary to encourage the pursuit of efforts aiming at the political, economic and social empowerment of women and to fight against all discriminations and violence targeting them. It is also necessary to accompany the efforts by the government to create the conditions of stability that lead to the creation of quality jobs, which should reduce poverty and threats to social peace. The time has finally come to utilise the enormous potential of the Guinean youth, which constitutes more than 60% of the population, and to turn it into a factor of stability and prosperity, not a factor of instability and tensions.

Incidentally, this is a common challenge facing the sub-region and the four West African countries on the Peacebuilding Commission's agenda. A strengthened regional reflection and approach would be appropriate in this regard.

Mr President,

Allow me to conclude with a few words on the organisation of the work of the PBC and the role of its supporting structures. First, the Peacebuilding Support Office (PBSO) - and I would like to seize this opportunity to commend the commitment and quality of its collaborators - should concentrate more on what can be considered its core business, namely support to the Organisational Committee and the Country-specific Configurations, and in general to the post-conflict countries, rather than seeking to assume a role in policy research or a normative role. The Office is not necessarily equipped to handle these roles under good conditions.

In the same vein, the Peacebuilding Fund (PBF) should retain its catalytic nature and continue to focus on the countries, which are on the PBC's agenda. The mid-term budgetary commitments to the Fund do not allow it to intervene everywhere. However opportune it can be to diversify the interventions according to individual situations, notably through the immediate response facility, one must make sure to avoid excessive fragmentation of the 100 million dollars per year that the Fund has at its disposal. Nonetheless, the PBF could play a useful role in leading efforts aiming to mainstream conflict- and peacebuilding sensitive programming more effectively into frameworks for the coordination of development efforts, such as the Poverty Reduction Strategy Papers. This would also go in the direction of reflections by the members of the g7+ and their partners in the context of the New Deal for Engagement in Fragile States.

Mr President,

Despite certain justified criticisms that can be aimed at it and despite the fact that it represents a relatively recent addition to the United Nations' toolbox in the field of international peace and security, the Peacebuilding Commission has begun to carve out a role for itself in the UN's institutional landscape. If the PBC manages to promote the leading role that the authorities and civil societies of the countries on its agenda must play, if all Member States of the PBC take ownership of its activities and if it can count on the full cooperation of the principal organs of the United Nations and full support in terms of human resources of PBSO and on the catalytic financial resources of the PBF, the Peacebuilding Commission has undoubtedly the potential to become a key player within the United Nations and to foster lasting peace in the countries that call upon its services.

Rest assured that Luxembourg will continue to support the efforts of all partners aiming at increasing the concrete impact of the Peacebuilding Commission.

Thank you for your attention.